NATIONS UNIES **EP**

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/6
12 avril 2016

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-seizième réunion
Montréal, 9 – 13 mai 2016

RETARDS DANS LA PROPOSITION DES TRANCHES

Introduction

1. Le Secrétariat a préparé le présent document sur les retards dans la soumission des tranches d'accords pluriannuels pour donner suite à la décision 53/3 c)[1]. Le document contient les éléments suivants : les mesures prises à la suite de décisions adoptées à la 75e réunion concernant les retards dans la présentation des tranches; une analyse des tranches qui n'ont pas été soumises à la 76e réunion; les raisons pour lesquelles des tranches présentées ont ensuite été retirées; ainsi que des recommandations.

Suite donnée aux décisions prises sur les retards dans la présentation des tranches à la 75e réunion

2. Conformément à la décision 75/4 b), le Secrétariat a envoyé des lettres aux gouvernements des 17 pays visés à l'article 5, pour les inciter à soumettre la prochaine tranche de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) à la 76e réunion. En conséquence, les gouvernements des pays ci-après ont soumis des tranches de leurs PGEH respectifs : Antigua-et-Barbuda[2], Cameroun[3], Chile[4], Haïti[5], Sainte-Lucie[6], Sénégal[7], Afrique du Sud[8], et Tunisie[9]. Par contre, les gouvernements des pays suivants n'ont pas soumis de tranches : République démocratique du Congo, Myanmar, Philippines, Qatar, Thaïlande, et Timor-Leste. Aucune décision n'avait été prise pour la tranche que devait soumettre le Yémen, qui était aux prises à des problèmes internes.

[1] Demander au Secrétariat d'inclure l'information sur les retards des propositions dans le contexte de son examen de l'exécution des plans d'activités lors des deuxième et troisième réunions de chaque année.
[2] Soumis, puis retiré durant le processus d'examen des projets.
[3] UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/22.
[4] UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/24.
[5] UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/33.
[6] UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/44.
[7] Soumis, puis retiré durant le processus d'examen des projets.
[8] UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/48.
[9] UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/51.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Analyse des tranches qui n'ont pas été présentées à la 76e réunion

3. Cinquante-deux activités liées aux tranches de PGEH de 31 pays, d'une valeur totale de 9 346 722 $US (incluant les coûts d'appui d'agence), qui devaient être soumises à la 76e réunion, n'ont pas été présentées[10], comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1. Tranches non soumises à la 76e réunion

Pays	Agence	Tranche	Montant (incluant les coûts d'appui)	Décaissement de 20% réalisé	Raison du retard	Incidence sur la conformité	Consommation de 2014 en dessous du gel ?	Accord signé
Barbade	PNUE	2016	54 240	Oui	Changements au sein de l'Unité nationale de l'ozone (UNO)/Modification structurelle	Non	Oui	Oui
Barbade	PNUD	2016	41 420	N/D	Signature de l'accord/document de projet	Peu probable	Oui	No
Belize	PNUD	2016	7 085	Oui	N/D	Non	Oui	Oui
Belize	PNUE	2016	108 480	Oui	Changements au sein de l'UNO/Modification structurelle/décisions/ lettres d'endossement du gouvernement	Non	Oui	Oui
Comores	PNUE	2016	39 550	No	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/ Seuil de 20 % de décaissement	Non	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	PNUE	2016	168 156	No*	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/ retards de l'élément investissement	Non	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	ONUDI	2016	492 200	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Cuba	PNUD	2016	152 142	Oui	Fonds suffisant de la tranche précédente / Décisions/ lettres d'endossement du gouvernement	Peu probable	Oui	Oui
République populaire démocratique de Corée	ONUDI	2016	235 400	No	Difficultés internes ou externes/ Seuil de 20 % de décaissement	Peu probable	Oui (Conforme au plan d'action)	N/D
République démocratique du Congo	PNUE	2015	26 555	Oui	Changements au sein de l'UNO/Modification structurelle	Non	Oui	Oui
République démocratique du Congo	PNUD	2015	26 160	Oui	Changements au sein de l'UNO/Modification structurelle	Peu probable	Oui	Oui
Dominique	PNUE	2016	74 354	No	Signature de l'accord /Seuil de 20 % de décaissement	Non	Oui	No
	PNUE	2016	30 510	Oui	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)	Non	Oui	Oui
Érythrée	ONUDI	2016	43 600	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Éthiopie	ONUDI	2016	76 300	No	Décisions/ lettres d'endossement du gouvernement	Peu probable	Oui	N/D
Éthiopie	PNUE	2016	62 150	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Gabon	PNUE	2016	56 613	Oui	Changements au sein de l'UNO/Modification structurelle / Soumission de rapports périodiques et	Non	Oui	Oui

[10] A titre de comparaison, 24 tranches de 17 pays qui devaient être présentées à la 75e réunion ne l'ont pas été.

Pays	Agence	Tranche	Montant (incluant les coûts d'appui)	Décaissement de 20% réalisé	Raison du retard	Incidence sur la conformité	Consommation de 2014 en dessous du gel ?	Accord signé
					financiers / Décisions/ lettres d'endossement du gouvernement			
Gabon	ONUDI	2016	130 691	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Grenade	PNUE	2016	94 920	Oui	Décisions/ lettres d'endossement du gouvernement	Non	Oui	Oui
Guinée	PNUE	2016	73 450	Non*	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Guinée	ONUDI	2016	172 000	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Guinée-Bissau	PNUE	2016	56 500	Oui	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)	Non	Oui	Oui
Guinée-Bissau	ONUDI	2016	81 750	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Kenya	France	2016	197 596	Non	Approbation de fonds suffisants de la tranche précédente / Seuil de 20 % de décaissement/ Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Koweït	ONUDI	2016	1 128 684	Non	Seuil de 20 % de décaissement	Peu probable	Oui	N/D
Koweït	PNUE	2016	371 703	Oui**	Approbation de fonds suffisants de la tranche précédente / retards de la tranche précédente	Non	Oui	Oui
Malawi	ONUDI	2016	65 400	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Malawi	PNUE	2016	45 200	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Mozambique	ONUDI	2016	81 750	Non	Seuil de 20 % de décaissement	Peu probable	Oui	N/D
Mozambique	PNUE	2016	33 900	Oui**	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)	Non	Oui	Oui
Myanmar	ONUDI	2015	65 400	N/D	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Non	Oui	N/D
Myanmar	PNUE	2015	21 470	Non	Retards de la tranche précédente / Seuil de 20 % de décaissement	Non	Oui	Oui
Niger	PNUE	2016	141 250	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Non	Oui	Oui
Niger	ONUDI	2016	96 750	Oui	Rapport de vérification	Peu probable	Oui	Oui
Philippines	PNUE	2015	25 990	Oui	Rapport de vérification / Soumission de rapports périodiques et financiers	Non	Oui	Oui
Qatar	ONUDI	2013	571 935	Oui	Décisions/ lettres d'endossement du gouvernement/ Changements au sein de l'UNO/Modification structurelle	Peu probable	Oui	N/D
Qatar	PNUE	2013	169 500	Non*	Signature de l'accord / document de projet	Peu probable	Oui	Non
Rwanda	ONUDI	2016	59 950	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Rwanda	PNUE	2016	33 900	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Arabie saoudite	PNUE	2015	281 418	Non	Retards de la tranche précédente / Seuil de 20 % de décaissement	Non	Oui	Oui

Pays	Agence	Tranche	Montant (incluant les coûts d'appui)	Décaissement de 20% réalisé	Raison du retard	Incidence sur la conformité	Consommation de 2014 en dessous du gel ?	Accord signé
Arabie saoudite	ONUDI	2015	1 890 262	Non	Approbation de fonds suffisants de la tranche précédente	Peu probable	Oui	N/D
Swaziland	PNUE	2016	56 500	Oui	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)	Non	Oui	Oui
Thaïlande	Banque mondiale	2014	1 070 000	Non	Retards de la tranche précédente / Seuil de 20 % de décaissement	Non	Oui	Oui
Timor-Leste	PNUE	2015	18 532	Oui	Soumission de rapports périodiques et financiers	Non	Oui	Oui
Timor-Leste	PNUD	2015	11 641	Oui	Fonds suffisants de la tranche précédente / Décisions/ lettres d'endossement du gouvernement/ Changements au sein de l'UNO/Modification structurelle	Peu probable	Oui	Oui
Togo	ONUDI	2016	161 250	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Togo	PNUE	2016	70 060	Oui	Soumission de rapports périodiques et financiers	Non	Oui	Oui
Ouganda	ONUDI	2016	43 600	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Ouganda	PNUE	2016	26 555	Oui	Rapport de vérification	Non	Oui	Oui
Yémen	PNUE	2014	186 450	Non	Difficultés internes ou externes/ Seuil de 20 % de décaissement/ rapport de vérification	Probable	Oui	Oui
Zambie	PNUE	2016	39 550	Oui	Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)	Non	Oui	Oui
Zambie	ONUDI	2016	76 300	Oui	L'agence principale n'est pas prête à soumettre	Peu probable	Oui	N/D
Total			**9 346 722**					

* Le taux global de décaissement est supérieur au seuil de 20 pour cent, compte tenu des décaissements de toutes les agences.
** Le taux global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent, compte tenu des décaissements de toutes les agences.

Raisons des retards et état des PGEH

4. Les retards de soumission des tranches de PGEH sont dus entre autres aux raisons suivantes: décaissement inférieur au seuil de 20 pour cent (11) des fonds approuvés pour la tranche précédente; absence de rapport de vérification obligatoire (8); changements dans l'UNO et/ou modification structurelles au sein du gouvernement (6); décisions et/ou lettres d'endossement (6); fonds suffisants provenant de tranches précédentes toujours disponibles (5); non-soumission de rapports périodiques et/ou financiers (4); signature d'accords et/ou de documents de projet (3); difficultés internes ou externes (2); retards dans la mise en œuvre des éléments d'investissement (1); modifications structurelles de l'agence d'exécution (telles que : problèmes d'Umoja liés aux activités du PNUE) (6); ou l'agence principale n'était pas prête à soumettre (11).

5. Les agences d'exécution intéressées ont signalé que les retards de longue date dans la soumission de tranches ont un impact nul ou peu probable sur la conformité des pays à leurs obligations en vertu du Protocole de Montréal. Par contre, dans le cas d'un pays, les retards auront des répercussions en raison des difficultés internes actuelles, qui expliquent l'absence totale d'activités; la tranche pourrait ne pas être soumise avant la 78e réunion. Toutes les tranches encore attendues devraient être présentées à la 77e réunion, à l'exception de celles du Koweït, du Myanmar, des Philippines et du Yémen, qui pourraient être présentées à la 78e réunion.

6. Les raisons des retards dans la présentation des tranches au niveau de chaque pays sont résumées ci-après.

Barbade (PNUD/PNUE) – Signature du document de projet/changement au sein de l'UNO/modification structurelle

7. Le processus de signature du document de projet avec le PNUD a connu des retards en raison des consultations avec les services juridiques du gouvernement. Un projet de document de projet a été approuvé en 2014 et envoyé officiellement à la signature, qui devrait avoir lieu en mai 2016. Des retards ont également été causés par des modifications structurelles dans l'administration des fonds publics, qui ont ralenti les décaissements. Une mission du PNUE a été prévue pour la fin mars.

Belize (PNUD/ PNUE) – Changement au sein de l'UNO/Modification structurelle/Décisions/lettres d'endossement du gouvernement

8. Les activités se sont concentrées sur la préparation du projet de renouvellement du renforcement des institutions (sous l'égide du PNUE). Tous les accords entre le gouvernement et le PNUE concernant le PGEH ont été signés. Un nouvel Administrateur national de l'ozone (NOO) a été recruté et sera formé par le programme de formation du PNUE pour les NOO. Les activités connexes relevant du PNUD ont été exécutées.

Comores (PNUE) — Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/Seuil de 20 pour cent de décaissement

9. Le gouvernement a signé l'accord avec le PNUE aux fins de la mise en œuvre du projet. Les démarches finales pour le versement des paiements en souffrance ont eu des difficultés à cause de l'Umoja. Le PNUE se penche sur ce problème pour accélérer les paiements afin de poursuivre les activités.

Côte d'Ivoire (PNUE et ONUDI) – Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/ Retards dans la mise en œuvre des éléments d'investissement / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

10. Le PNUE a signalé des retards dus aux difficultés de finalisation des paiements par l'intermédiaire d'Umoja, ce qui a bloqué la poursuite de la mise en œuvre, sans parler des retards de l'élément d'investissement de la tranche en cours. L'ONUDI a indiqué ne pas pouvoir soumettre la tranche en qualité d'agence principale. Tous les accords pertinents ont été signés et le projet global a décaissé plus de 20 pour cent des fonds.

Cuba (PNUD) – Fonds suffisants reportés de la tranche précédente/ Décisions/lettres d'endossement du gouvernement

11. Le document de projet a été signé et 74 pour cent des fonds approuvés ont été décaissés. Comme il reste des fonds pour poursuivre les activités de la tranche en cours, le gouvernement a décidé de soumettre la tranche suivante à la 77e réunion.

République populaire démocratique de Corée, (ONUDI) – Difficultés internes ou externes /Seuil de 20 pour cent de décaissement

12. Aucun décaissement ou activité n'a eu lieu en raison de difficultés externes découlant des nouvelles sanctions imposées en mars 2016 par la Résolution 1718 du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui a bloqué l'octroi de contrat pour l'élément reconversion dans le domaine des mousses; par contre, plusieurs activités sont prévues en 2016, dont la formation d'agents de douane et de techniciens. Ces activités permettront d'atteindre le seuil de décaissement de 20 pour cent.

République démocratique du Congo (PNUD et PNUE) – Changement au sein de l'UNO / Modification structurelle

13. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution et environ 50 pour cent des fonds approuvés ont été décaissés dans l'ensemble. Par contre, la soumission de la tranche (due pour la 74e réunion) a été retardée par la nomination de nouveaux employés chargés de la mise en œuvre du PGEH (incluant l'UNO) et du temps requis pour terminer l'acquisition de matériel. L'activité d'acquisition a depuis été achevée.

Dominique (PNUE) – Signature d'accord / Seuil de 20 pour cent de décaissement

14. L'accord pertinent entre le gouvernement et le PNUE a été signé, mais il a expiré parce que le NOO s'est démis de ses fonctions sans lancer d'autres activités au titre du PGEH. Un nouvel accord a été rédigé. Le PNUE avait prévu une mission pour la fin d'avril 2016 pour régler des questions liées à la soumission de données, la dotation en personnel de l'UNO, le plan de mise en œuvre du PGEH et la préparation de la prochaine tranche.

Érythrée (PNUE et ONUDI) – Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/ L'agence principale n'est pas prête à soumettre

15. Le PNUE a signalé des retards dus à l'Umoja, en assurant qu'il accélèrerait les décaissements d`s que possible. L'ONUDI a indiqué avoir présenté ses contributions pour la soumission de la prochaine tranche à l'agence principale. Tous les accords pertinents ont été signés et les décaissements ont dépassé 50 pour cent des fonds approuvés.

Éthiopie (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification / Décisions/lettres d'endossement du gouvernement

16. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution. La demande pour la tranche n'a pas pu être soumise en raison de retards dans la production du rapport de vérification et dans la décision du gouvernement de procéder à l'appel d'offres pour l'acquisition de matériel par l'ONUDI.

Gabon (PNUE et ONUDI) – Changement au sein de l'UNO / Modification structurelle / Décisions/lettres d'endossement du gouvernement / Soumission de rapports périodiques et financiers / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

17. Tous les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de décaissement de 20 pour cent a été atteint. Le PNUE a annoncé la nomination d'un nouveau NOO; le gouvernement a décidé après consultation de soumettre la troisième tranche à la 77e réunion pour donner plus de temps au NOO de se familiariser avec le projet, d'exécuter des activités supplémentaires et de préparer les rapports requis.

Grenade (PNUE) – Décisions/lettres d'endossement du gouvernement

18. Le gouvernement s'est concentré sur la mise en œuvre des projets nouvellement approuvés portant sur l'étude des solutions de rechange aux SAO et sur le renouvellement des projets de renforcement des institutions. En conséquence, il a décidé de soumettre la tranche à la 77e réunion. L'accord pertinent a été signé entre le gouvernement et le PNUE et 50 pour cent des fonds approuvés ont été décaissés. Le gouvernement est en train de choisir l'agence de coopération qui participera à la mise en œuvre du PGEH. L'accord relatif au projet IS approuvé ayant reçu la touche finale, le NOO pourra se consacrer entièrement à la mise en œuvre des activités en cours et à la présentation de la tranche appropriée.

Guinée (PNUE and ONUDI) – Rapport de vérification / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

19. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution. Le PNUE n'a pas été en mesure de décaisser des fonds liés à la tranche approuvée, car le rapport de vérification n'est pas terminé et n'a donc pas été soumis au Secrétariat. Le PNUE prévoit d'accélérer l'achèvement de la vérification. L'ONUDI a décaissé tous les fonds liés à sa partie du projet.

Guinée-Bissau (PNUE et ONUDI) – Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/ L'agence principale n'est pas prête à soumettre

20. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de décaissement de 20 pour cent a été atteint. Le PNUE a signalé des retards dans la mise en œuvre en raison d'Umoja, problème qu'il cherche actuellement à résoudre. L'exécution des activités d'assistance de l'ONUDI se poursuit.

Kenya (France) – Fonds suffisants reportés de la tranche précédente approuvée /Seuil de 20 pour cent de décaissement/ Rapport de vérification

21. La troisième tranche a été approuvée à la 75e réunion, mais les délais accordés pour exécuter les activités au titre de cette tranche récemment approuvée sont limités. Ces activités vont débuter sous peu et le rapport de vérification sera terminé d'ici la 77e réunion.

Koweït (PNUE et ONUDI) – Fonds suffisants reportés de la tranche précédente approuvée /Retards de la tranche précédente /Seuil de 20 pour cent de décaissement

22. La tranche en vigueur n'a été approuvée qu'en 2015, au lieu de 2014 comme il a été proposé dans la Phase I du PGEH. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution. Le niveau global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent.

Malawi (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

23. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de décaissement de 20 pour cent a été atteint. Par contre, le rapport de vérification préparé avec le concours du PNUE n'est pas encore terminé.

Mozambique (PNUE et ONUDI) – Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/Seuil de 20 pour cent de décaissement

24. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution. Le niveau global de décaissement est inférieur au seuil de 20 pour cent. Bien que le taux de décaissement de l'élément relevant du PNUE soit supérieur à 40 pour cent, le déboursement des fonds a connu des retards en raison de l'Umoja, problème que le PNUE essaye actuellement de résoudre.

Myanmar (PNUE et ONUDI) – Retards de la tranche précédente /Seuil de 20 pour cent de décaissement/ L'agence principale n'est pas prête à soumettre

25. L'accord pertinent n'a été signé entre le gouvernement et le PNUE qu'en février 2016. le PNUE coordonne actuellement avec l'UNO la mise en œuvre des activités approuvés, notamment l'acquisition des équipements et le traitement du premier paiement. La mise en œuvre devrait s'améliorer de façon notable d'ici la fin de 2016. L'ONUDI (en qualité d'agence coopératrice d'exécution) n'a pas reçu de fonds dans la première tranche du PGEH.

Niger (PNUE et ONUDI) – L'agence principale n'est pas prête à soumettre / Rapport de vérification

26. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de 20 pour cent de décaissement a été atteint. Toutefois la demande de tranche n'a pas pu être soumise car le rapport de vérification préparé avec le concours de l'ONUDI n'est pas encore terminé. Ce rapport devrait être prêt durant le deuxième trimestre de 2016.

Philippines (PNUE) – Rapports de vérification / Soumission de rapports périodiques et financiers

27. La soumission de la tranche actuelle avait pris du retard et n'a été approuvée qu'à la 75e réunion. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et le PNUE, et le seuil de 20 pour cent de décaissement a été atteint. Par contre les rapports de vérification de la consommation pour 2013 et 2014 ne sont pas prêts et les rapports périodiques et financiers requis doivent encore être peaufinés. Les activités et le financement connexe liés aux tranches restantes de la Phase I du PGEH devront être réaffectés.

Qatar (PNUE et ONUDI) – Décisions/lettres d'endossement du gouvernement / Signature d'accord / Changement au sein de l'UNO / Modification structurelle

28. L'accord entre le gouvernement et le PNUE portant sur l'exécution de la première de la Phase I du PGEH n'a pas été signé. En raison de ce grand retard dans la mise en œuvre, un plan d'action révisé a été soumis à l'examen de l'UNO à la suite de la modification institutionnelle récente du ministère de l'Environnement; malheureusement, un NOO n'a pas encore été nommé. L'ONUDI et le PNUE avaient préparé depuis la 73e réunion la soumission de la deuxième tranche (due en 2013); en conséquence, les activités et le financement connexe liés aux tranches restantes de la Phase I du PGEH devront être réaffectés.

Rwanda (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

29. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de 20 pour cent de décaissement a été atteint. Par contre, le rapport de vérification préparé avec le concours du PNUE n'est pas encore terminé.

Arabie saoudite (PNUE/ONUDI) — Fonds suffisants reportés de la tranche précédente / Retards des tranches précédentes /Seuil de 20 pour cent de décaissement

30. La soumission de la tranche actuelle avait pris du retard et n'a été approuvée qu'à la 75e réunion. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et il reste des fonds suffisants pour poursuivre les activités de mise en œuvre approuvées durant les tranches antérieures (l'ONUDI a accéléré la procédure d'acquisition des matériels requis pour la reconversion des entreprises de fabrication). Comme la prochaine tranche devait être soumise initialement en 2015, les activités et le financement connexe liés aux tranches restantes de la Phase I du PGEH devront être réaffectés.

Swaziland (PNUE) — Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)

31. L'accord entre le gouvernement et le PNUE a été signé, et 36 pour cent des fonds approuvés ont été décaissés. Le déboursement des fonds supplémentaires a été toutefois retardé en raison des difficultés rencontrées dans la finalisation des paiements par l'intermédiaire d'Umoja, problème que le PNUE essaye actuellement de résoudre.

Thaïlande (Banque mondiale) — Retards des tranches précédentes / Seuil de 20 pour cent de décaissement

32. Il a fallu plus de temps que prévu pour la signature de l'accord global de subvention entre le gouvernement et la Banque mondiale pour la Phase I du PGEH. Ces difficultés se sont répercutées sur la mise en œuvre globale et le calendrier de soumission des tranches, la deuxième tranche n'ayant été approuvée qu'à la 74e réunion. La libération par le Trésorier de la Banque mondiale des fonds approuvés a été ensuite retardée en raison de la soumission tardive du rapport de vérification. Le seuil de 20 pour cent de décaissement n'a donc pas pu être atteint. Des sous-projets ont été préparés et les accords de subvention auxiliaire seront présentés à la signature.

Timor-Leste (PNUD et PNUE) – Fonds suffisants reportés de la tranche précédente / Changement au sein de l'UNO / Modification structurelle / Soumission de rapports périodiques et financiers / Changement au sein de l'UNO / Modifications structurelles

33. Des fonds suffisants étant disponibles pour toutes les activités prévues jusqu'en 2016, l'UNO a demandé de reporter à la 77e réunion la soumission de la tranche. L'UNO a fait l'objet d'une nouvelle structuration et un nouvel assistant du NOO a été recruté, ce qui permettra d'accélérer la mise en œuvre des deux premières tranches. Le PNUE a indiqué que les rapports périodiques et financiers requis ont reçu la touche finale.

Togo (PNUE et ONUDI) – Soumission de rapports périodiques et financiers / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

34. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de 20 pour cent de décaissement a été atteint. Toutefois, les rapports périodiques et financiers liés aux tranches approuvées antérieurement, nécessaires pour que le PNUE libère de nouveaux fonds pour le projet, ne sont pas encore finalisés.

Ouganda (PNUE et ONUDI) – Rapport de vérification / L'agence principale n'est pas prête à soumettre

35. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et le seuil de 20 pour cent de décaissement a été atteint. Par contre, le rapport de vérification préparé avec le concours du PNUE n'est pas encore terminé.

Yémen (PNUE) – Difficultés internes et externes / Rapport de vérification /Seuil de 20 pour cent de décaissement

36. L'accord pertinent a été signé entre le gouvernement et le PNUE. Toutefois aucun fonds n'a été décaissé en raison de difficultés internes dans le pays, et aucune activité n'a été lancée, notamment la vérification de la consommation. Le PNUE envisage de mettre en œuvre une coordination avec le gouvernement de l'extérieur du pays et de fournir, si possible, un appui technique de suivi.

Zambie (PNUE et ONUDI) – Modification structurelle de l'agence d'exécution (Umoja)/ L'agence principale n'est pas prête à soumettre

37. Les accords pertinents ont été signés entre le gouvernement et les agences d'exécution, et 36 pour cent des fonds approuvés ont été décaissés. Le déboursement de fonds supplémentaires a toutefois connu des retards en raison de difficultés à finaliser les paiements par l'intermédiaire de l'Umoja, problème que le PNUE essaye actuellement de résoudre.

Tranches soumises, puis retirées après des entretiens avec le Secrétariat

38. Le Tableau 2 présente les tranches de la Phase I des PGEH soumises à la 76e réunion, pour être ensuite retirées par les agences responsables durant le processus d'examen des projets, en raison de l'absence de communication avec l'UNO, de lettres d'endossement, de rapports de vérification, d'accord sur les coûts, de la soumission de données de programme de pays de l'article 7 pour 2014, et de problèmes liés aux données de consommation de HCFC.

Tableau 2. Tranches soumises, puis retirées après des entretiens avec le Secrétariat

Pays	Agence	Tranche	Montant (avec coûts d'appui)	Raison du retrait	Impact Sur la conformité	Consommation de 2014 inférieure au niveau du gel	Accord signé	Nouvelle date de soumission (réunion)
Antigua-et-Barbuda	PNUE	Deuxième (2015)	6 610	Communication avec l'UNO et lettre d'endossement	Non	Oui	Oui	77e
Burkina Faso	PNUE	Troisième (2016)	142 493	Accord sur les coûts lié aux données de consommation	Non	Oui	Oui	77e
Burkina Faso	ONUDI	Troisième (2016)	108 891	Accord sur les coûts lié aux données de consommation	Non	Oui	Oui	77e
Sénégal	PNUE	Deuxième (2014)	169 330	Rapport de vérification et données de consommation pour 2013 et 2014	Non	Oui	Oui	77e
Sénégal	ONUDI	Deuxième (2014)	249 955	Rapport de vérification et données de consommation pour 2013 et 2014	Non	Oui	Oui	77e
Somalie	ONUDI	Deuxième (2016)	151 405	Données A7 et de programme de pays pour 2014 non soumises et données de consommation	Non	Oui	N/D	77e
Total			**828 684**					

Recommandations

39. Le Comité exécutif est invité:

a) À prendre note:

i) Du rapport sur les retards de présentation des tranches figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/76/6;

ii) Des informations sur les retards de présentation des tranches au titre des accords pluriannuels communiquées par le gouvernement de la France, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale;

iii) Du fait que, sur les 104 activités liées aux tranches des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) devant être soumises à la 76e réunion, 52 avaient été présentées dans les délais et que quatre de ces tranches ont été retirées à l'issue d'entretiens avec le Secrétariat;

iv) Du fait que les agences bilatérales et d'exécution compétentes ont indiqué que la soumission tardive des tranches des PGEH dues pour la première réunion de 2016 n'aura aucune incidence, ou n'en aura probablement pas, sur la conformité aux dispositions du Protocole de Montréal, sauf pour un pays, et qu'il n'y a aucune indication que l'un quelconque des pays visés aient été en position de non-conformité en 2014 avec le gel de 2013 de la consommation de HCFC ;

b) À demander au Secrétariat d'envoyer aux gouvernements intéressés des lettres présentant les décisions prises sur les retards dans la soumission des tranches, indiquées dans l'Annexe I au présent rapport.

Annexe I

LETTRES SUR LES RETARDS DE SOUMISSION DES TRANCHES À ENVOYER AUX GOUVERNEMENTS INTÉRESSÉS

Pays	**Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif**
Antigua-et-Barbuda	Noter que la deuxième tranche (2015) du PGEH a été retirée et inviter instamment le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda de collaborer avec le PNUE afin que la deuxième tranche puisse être soumise, avec la lettre d'endossement, à la 77e réunion.
Barbade	Noter que le projet de document de projet devra être signé par le gouvernement en mai 2016, et inviter instamment le gouvernement de la Barbade à collaborer avec le PNUD afin d'accélérer la signature du document de projet ainsi que l'exécution des activités approuvées, pour permettre la soumission de la deuxième tranche (2016) à la 77e réunion.
Belize	Noter que le PNUE assurera la formation de l'administrateur national de l'ozone (NOO), et inviter instamment le gouvernement de Belize à collaborer avec le PNUE pour accélérer l'achèvement des activités liées à la première tranche, de manière que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Burkina Faso	Noter que la troisième tranche (2016) tranche soumise à la 76e réunion a été retirée par l'agence d'exécution responsable, et inviter instamment le gouvernement du Burkina Faso à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de régler tous les problèmes liés aux données de consommation de HCFC, de manière que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Comores	Noter les retards dans l'exécution des activités dus aux problèmes de finalisation des paiements par le PNUE, demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance et inviter le gouvernement des Comores à collaborer avec le PNUE afin d'achever les activités, de manière que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Côte d'Ivoire	Noter les retards dans l'exécution des activités dus aux problèmes de finalisation des paiements par le PNUE, demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance et inviter le gouvernement de la Côte d'Ivoire à collaborer avec le PNUE afin d'achever les activités, de manière que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de décaissement de 20 pour cent pour le financement de la tranche précédente avait été atteint
Cuba	Noter que la tranche actuelle progresse avec des fonds disponibles des tranches précédentes, ce qui explique que le gouvernement ait décidé de retarder la soumission de la tranche, inviter instamment le gouvernement de Cuba à collaborer avec le PNUD afin d'achever rapidement les activités pour permettre la soumission de la quatrième tranche (2016) à la 77e réunion.
République populaire démocratique de Corée	Noter les difficultés externes que connait jusqu'ici l'exécution des activités durant les deux premières tranches du PGEHO, et inviter instamment le gouvernement de la République populaire démocratique de Corée à collaborer avec l'ONUDI afin d'accélérer l'exécution des activités pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pourrait être atteint.
République démocratique du Congo	Noter que l'Unité nationale de l'ozone (UNO) a subi des changements et que la troisième tranche devait être soumise à la 74e réunion au début de 2015, et inviter instamment le gouvernement de la République démocratique du Congo à collaborer avec le PNUD et le PNUE afin d'accélérer l'achèvement des activités pour que la troisième tranche (2015) puisse être soumise à la 77e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches suivantes.

Pays	Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif
Dominique	Noter que le PNUE avait prévu une mission vers la fin d'avril 2016 pour régler les problèmes liés à la soumission des données, à la dotation en personnel de l'Unité nationale de l'ozone, à la mise en œuvre des activités approuvées et à la préparation du plan d'action de la prochaine tranche; et inviter instamment le gouvernement de Dominique à collaborer avec le PNUE pour signer l'accord pertinent et en accélérer la mise en œuvre, afin que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Érythrée	Noter les retards dans la mise en œuvre des activités dus aux problèmes de finalisation des paiements par le PNUE; demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance; et inviter instamment le gouvernement de l'Érythrée à collaborer avec le PNUE pour achever les activités pour que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Éthiopie	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC est dû et que des décisions sont requises du gouvernement concernant les appels d'offres pour l'acquisition du matériel par l'ONUDI; et inviter instamment le gouvernement de l'Éthiopie à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour soumettre le rapport de vérification requis et régler les problèmes des appels d'offres, afin que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Gabon	Noter que le gouvernement a décidé de retarder la soumission des rapports exigés par le PNUE, ainsi que celle de la troisième tranche (2016); et inviter instamment le gouvernement du Gabon à collaborer avec le PNUE pour préparer les rapports requis, afin que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Grenade	Noter que le gouvernement devait sélectionner l'agence de coopération pour le PGEH et qu'il a décidé de retarder la soumission de la deuxième tranche (2016) car des fonds suffisants étaient disponibles pour poursuivre les activités de mise en œuvre; et inviter instamment le gouvernement de la Grenade à collaborer avec le PNUE, pour que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Guinée	Noter que le rapport de vérification obligatoire sur la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement de la Guinée à collaborer avec le PNUE pour soumettre le rapport de vérification requis, afin que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Guinée-Bissau	Noter les retards dans l'exécution des activités en raison des difficultés de finalisation des paiements par le PNUE; demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance; et inviter instamment le gouvernement de la Guinée-Bissau à collaborer avec le PNUE pour achever les activités, afin que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Kenya	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement du Kenya à collaborer avec le gouvernement de la France afin de soumettre le rapport de vérification requis pour que la quatrième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pourrait être atteint.
Koweït	Noter que le taux global de décaissement de la deuxième tranche du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent; et inviter instamment le gouvernement du Koweït à collaborer avec l'ONUDI afin d'accélérer l'achèvement des activités prévues, pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e ou 78e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pourrait être atteint.

Pays	Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif
Malawi	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement du Malawi à collaborer avec le PNUE afin de soumettre le rapport de vérification requis pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Mozambique	Noter les retards dans l'exécution des activités en raison des difficultés de finalisation des paiements par le PNUE, demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance; et inviter instamment le gouvernement du Mozambique à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour achever les activités afin que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Myanmar	Noter que l'acquisition du matériel approuvé dans la première tranche a débuté, mais qu'aucun fonds n'a été décaissé; et inviter instamment le gouvernement du Myanmar à collaborer avec le PNUE pour accélérer l'exécution des activités, afin que la deuxième tranche (2015) puisse être soumise à la 77e ou 78e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches ultérieures, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Niger	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement du Niger à collaborer avec le PNUE afin de soumettre le rapport de vérification requis pour que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Philippines	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement des Philippines à collaborer avec le PNUE afin de soumettre le rapport de vérification et d'achever les rapports périodique et financier pour que la deuxième tranche (2015) puisse être soumise à la 77e ou 78th réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches suivantes.
Qatar	Noter que le nouveau plan d'action est à l'examen et que les autorités compétentes n'ont pas encore nommé le nouveau administrateur national de l'ozone (NOO); et inviter instamment le gouvernement à nommer un nouveau NOO et à collaborer avec le PNUE afin de signer l'accord pertinent avec l'ONUDI pour produire une lettre d'endossement pour que la deuxième tranche (2013) puisse être soumise à la 77e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2013 et des tranches suivantes.
Rwanda	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement du Rwanda à collaborer avec le PNUE afin de soumettre le rapport de vérification requis pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Arabie saoudite	Noter que la dernière tranche avait été approuvée à la 75th réunion en raison des retards dans la présentation des tranches précédentes; et inviter instamment le gouvernement de l'Arabie saoudite à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin d'accélérer la mise en œuvre du projet, pour que la cinquième tranche (2015) puisse être soumise à la 77e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches suivantes, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Sénégal	Noter que la deuxième tranche (2014) soumise à la 76e réunion a été retirée par l'agence d'exécution responsable; et inviter instamment le gouvernement du Sénégal à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de soumettre les rapports de vérification de 2013, 2014 et 2015 et de régler toutes les questions liées aux données de consommation de HCFC, pour que la deuxième tranche (2014) puisse être soumise à la 77e réunion avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2015 et des tranches suivantes.

Pays	Recommandation du Secrétariat au Comité exécutif
Somalie	Noter que la deuxième tranche (2016) soumise à la 76e réunion a été retirée par l'agence d'exécution responsable; et inviter instamment le gouvernement de Somalie à collaborer avec l'ONUDI afin de soumettre les données de l'article 7 et de programme de pays pour 2014 et 2015 et de régler toutes les questions liées aux données de consommation de HCFC, pour que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Swaziland	Noter les retards dans l'exécution des activités en raison des difficultés de finalisation des paiements par le PNUE; demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance; et inviter instamment le gouvernement du Swaziland à collaborer avec le PNUE pour achever les activités afin que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Thaïlande	Noter que les sous-projets ont été préparés, que la signature des accords de subvention auxiliaire est prévue et que les rapports de vérification requis manquants ont été soumis, mais que la troisième tranche devait être présentée en 2015; inviter instamment le gouvernement de la Thaïlande à accélérer l'exécution des activités et à collaborer avec la Banque mondiale, afin que la troisième tranche (2014) puisse être soumise à la 77e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2014 et des tranches suivantes, étant entendu que le seuil de 20 pour cent de décaissement pour le financement de la tranche précédente avait été atteint.
Timor-Leste	Noter que des fonds suffisants provenant des deux premières tranches étaient disponibles pour exécuter les activités jusqu'à décembre 2016, mais que les rapports périodiques et financiers sur la mise en œuvre de la deuxième tranche n'avaient pas été préparés; et inviter instamment le gouvernement de Timor-Leste à soumettre les rapports périodiques et financiers requis au PNUE et à collaborer avec le PNUD et le PNUE afin d'accélérer la mise en œuvre du PGEH pour que la troisième tranche (2015) puisse être soumise à la 77e réunion.
Togo	Noter que les rapports périodiques et financiers requis sur la mise en œuvre de la deuxième tranche n'avaient pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement du Togo à collaborer avec le PNUE et à accélérer la soumission des rapports périodiques et financiers requis pour que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Ouganda	Noter que le rapport de vérification obligatoire de la consommation de HCFC n'avait pas été soumis; et inviter instamment le gouvernement de l'Ouganda à collaborer avec le PNUE afin de soumettre le rapport de vérification requis pour que la deuxième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.
Yémen	Noter les difficultés rencontrées à achever le rapport de vérification des cibles de la consommation nationale et les difficultés actuelles du pays; inviter instamment le gouvernement du Yémen à collaborer avec le PNUE afin de terminer le rapport de vérification et accélérer la mise en œuvre du projet pour que la deuxième tranche (2014) puisse être soumise à la 77e ou 78e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2014 et des tranches suivantes.
Zambie	Noter les retards dans l'exécution des activités en raison des difficultés de finalisation des paiements par le PNUE; demander instamment au PNUE de régler immédiatement les paiements en souffrance; et inviter instamment le gouvernement de la Zambie à collaborer avec le PNUE pour achever les activités afin que la troisième tranche (2016) puisse être soumise à la 77e réunion.